

Mémoire présenté au BAPE sur le gaz de schiste par

Pierre Bluteau de Leclercville et lu aux audiences de St-Agapit.

Présentation et intérêt dans le dossier

Mon nom est Pierre Bluteau j'habite à Leclercville, territoire occupée par les compagnies gazières. Dans un rayon de 10 km autour de chez-moi j'ai six puits de gaz de schiste; 5 de ceux-ci sont fracturés. Dans mon secteur nous sommes à un cheveu d'un début d'exploitation de l'industrie du gaz de schiste puisque Gaz Métro a déjà dans ses cartons les plans et les ententes signées pour un gazoduc de 27 kilomètres ayant la capacité de transporter la production de 80 puits de gaz de schiste. J'ai donc toutes les raisons de me préoccuper, en tant que citoyen responsable, de l'implantation de cette industrie lourde dans ma région agricole.

Le jour de la marmotte dans le dossier du gaz de schiste

Il y a plus de quatre ans que je me préoccupe de ce dossier. Depuis le jour où j'ai aperçu, à plusieurs dizaines de kilomètres de distance, les flammes de la torchère érigée par Talisman Energy au puits de St-Édouard un soir de février 2010. Depuis cette période, comme citoyen, nous avons été sollicités, encore et encore, afin d'émettre notre opinion dans le dossier sans qu'aucune décision définitive ne soit prise. Un premier BAPE, suivi d'une Étude Environnementale stratégique pour aboutir aujourd'hui à un deuxième BAPE sur le sujet. À chacune de ces étapes, des rencontres et des consultations avant, pendant et après, comme si nous n'avions que ça à faire. Il faut dire que le mouvement citoyen opposé à l'implantation de cette industrie dans la Vallée du St-Laurent et que j'ai contribué à mettre sur pied est un bel exemple d'implication de la population dans la vie économique et démocratique du Québec et que, sans son apparition et sa détermination, l'industrie serait déjà installée avec ou sans encadrement. Toutefois, le temps des décisions est arrivé et je considère ce BAPE comme celui de la dernière chance. J'espère sincèrement, que vous saurez écouter les citoyens de la Vallée du St-Laurent qui ne veulent pas du développement de cette industrie sur leur territoire.

Les citoyens de la Vallée du St-Laurent n'en veulent pas

L'acceptabilité sociale est devenue un terme à la mode ces dernières années. L'opinion publique a évolué dans le dossier du gaz de schiste au fur et à mesure que les études scientifiques démontraient que cette filière constituait une bombe à retardement. Les dangers possibles de pollution tant du sol que de l'air ont beaucoup refroidis les citoyens de la Vallée du St-Laurent. Quand des articles de journaux ont dévoilé le potentiel gazier du Québec dans la fin des années 2000 je me suis moi-même réjoui de cette nouvelle. Je ne savais pas lors que ce gaz n'avait de naturel que le surnom. C'était un gaz naturel non conventionnel. Une majorité de citoyens était alors favorable à une exploitation du gaz au Québec. Que s'est-il donc passé pour que l'opinion publique change radicalement d'idée sur cette question ? Les compagnies gazières diront que c'est la désinformation et l'alarmisme d'écologistes radicaux qui a fait le travail de sape. Je dirais plutôt que ce sont des citoyens avertis et informés qui ont réussi à transmettre leur information à leurs concitoyens. Là-dessus les citoyens ont exercé leur devoir de vigilance et un formidable mouvement est né. Nous sommes allés chercher l'information là où elle était et où il y en avait. Dans les grandes universités américaines et européennes; dans les groupes environnementaux tant aux États-Unis qu'en Europe; dans les recherches effectuées par des scientifiques d'ici et d'ailleurs. Notre démarche d'acquisition de connaissances a toujours été basée sur la science et nous avons réussi à transmettre ces connaissances à nos concitoyens. Dans les derniers sondages réalisés sur le sujet du gaz

de schiste il apert qu'une grande majorité (autour de 75 %) de citoyens ne veulent plus en entendre parler. Le dossier est clos pour eux : il n'est pas question que cette industrie s'installe dans la Vallée du St-Laurent.

Pourquoi ils n'en veulent pas ?

- **Détournement de vocation pour la VSL**

La Vallée du St-Laurent est constituée des meilleures terres agricoles du Québec. C'est là où nous produisons une grande partie de notre alimentation. L'implantation d'une industrie du gaz de schiste, avec les impacts sur l'air, l'eau et le sol et le sous-sol n'est pas compatible avec la vocation agricole de la Vallée. Les milliers de puits reliés par des gazoducs ainsi que toute l'infrastructure mécanique nécessaire à la production du gaz viendrait spolier des terres agricoles de plus en plus rares à cause du développement immobilier et commercial. Il manque toujours des simulations d'une implantation de puits à moyenne ou à grande échelle qui nous permettraient de constater l'étendue du problème à venir; on verrait alors le morcellement du territoire que cela impliquerait. Deux études publiées dans le cadre de l'Évaluation environnementale stratégique (S3-5 et S3-6) mentionnent «qu'il existe un potentiel élevé de conflit en lien avec d'autres usages du territoire tels que l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable, les activités récréatives, etc. » mais ça ne va guère plus loin dans l'analyse. Bien sûr que les québécois et leur gouvernement peuvent décider que nous devrions aller dans la direction d'une exploitation du gaz de schiste sur le territoire; il faut toutefois qu'ils réalisent que ce serait un détournement de la vocation actuelle qui aurait des conséquences irrémédiables sur sa souveraineté alimentaire à moyen et à long terme.

- **Un mirage économique**

Dans son Analyse avantages-coûts de la pertinence socio-économique de l'exploitation du gaz de schiste au Québec soumise à l'Étude environnementale stratégique, le professeur Jean-Thomas Bernard écrit :

« Du point de vue de l'industrie, les données utilisées pour les coûts d'exploitation, ainsi que celles sur les prix du gaz prévus dans les prochaines années laissent présager que l'exploitation du gaz de schiste est non rentable au niveau privé selon les différents scénarios de développement analysés. Cette situation est principalement attribuable au niveau de prix très bas observé pour le gaz naturel sur les marchés nord-américains, suite à l'accroissement fulgurant de la capacité de production de gaz de schiste aux États-Unis.

En regard des paramètres retenus dans le scénario de référence, qui prend en compte les prix projetés par l'EIA, la valeur sociale nette de l'exploitation des gaz de schiste au Québec serait négative, soit de l'ordre de -397 millions de dollars pour le scénario 3 et de -3,3 milliards de dollars pour le scénario 5. »

Je ne suis pas économiste mais le mirage économique de l'implantation de l'industrie du gaz de schiste est facile à démontrer. Le premier mythe : la création d'emplois. Il est vrai que, pendant la phase de forage et de fragmentation, qui ne dure que quelques semaines pour chacun des puits, un certain nombre d'emplois de camionneurs et de manœuvres seront créés. Une fois les puits en exploitation, plus rien. Un second mythe : celui qui fait dire que nous achetons notre gaz naturel à l'extérieur du Québec et que nous économiserions des milliards de dollars en le produisant ici. Nous achetons notre gaz de compagnies hors-Québec, c'est vrai. Nous exportons notre argent, c'est vrai. Si des compagnies hors-Québec produisent du gaz sur notre territoire nous l'achèterons quand même de compagnies hors-Québec et exporterons notre argent. La seule différence sera que nous devons gérer des problèmes sociaux, sanitaires et environnementaux qui nous coûteront des millions de dollars à moyen et à long terme. De plus l'État devra gérer les puits abandonnés par les compagnies gazières pour l'éternité. Nous devons, aujourd'hui gérer plus de 600 puits de gaz naturel abandonné sur le territoire du Québec. Plusieurs de ces puits laissent échapper du méthane à l'air libre depuis des dizaines d'années. Ce sera le

cas de centaines ou de milliers de puits de gaz de schiste abandonnés par les compagnies quand la production ne sera plus rentable à leurs yeux.

La cause est entendue : il n'y a pas de rentabilité pour la société québécoise à s'embarquer dans une telle aventure.

- **La santé et l'INSPQ**

L'Institut national de la santé publique du Québec a publié, dans le cadre de l'Étude environnementale stratégique un rapport dévastateur en ce qui concerne les impacts sur la santé physique, sociale et psychologique de la population de la Vallée du St-Laurent. Quiconque qui lit attentivement le document ne peut par la suite avaliser l'implantation de cette industrie sur notre territoire. J'espère que le Premier Ministre, le Ministre de la santé et le Ministre de l'éducation, tous trois médecins, liront ce document et en tireront les bonnes conclusions.

- **Une mauvaise expérience avec les puits déjà forés**

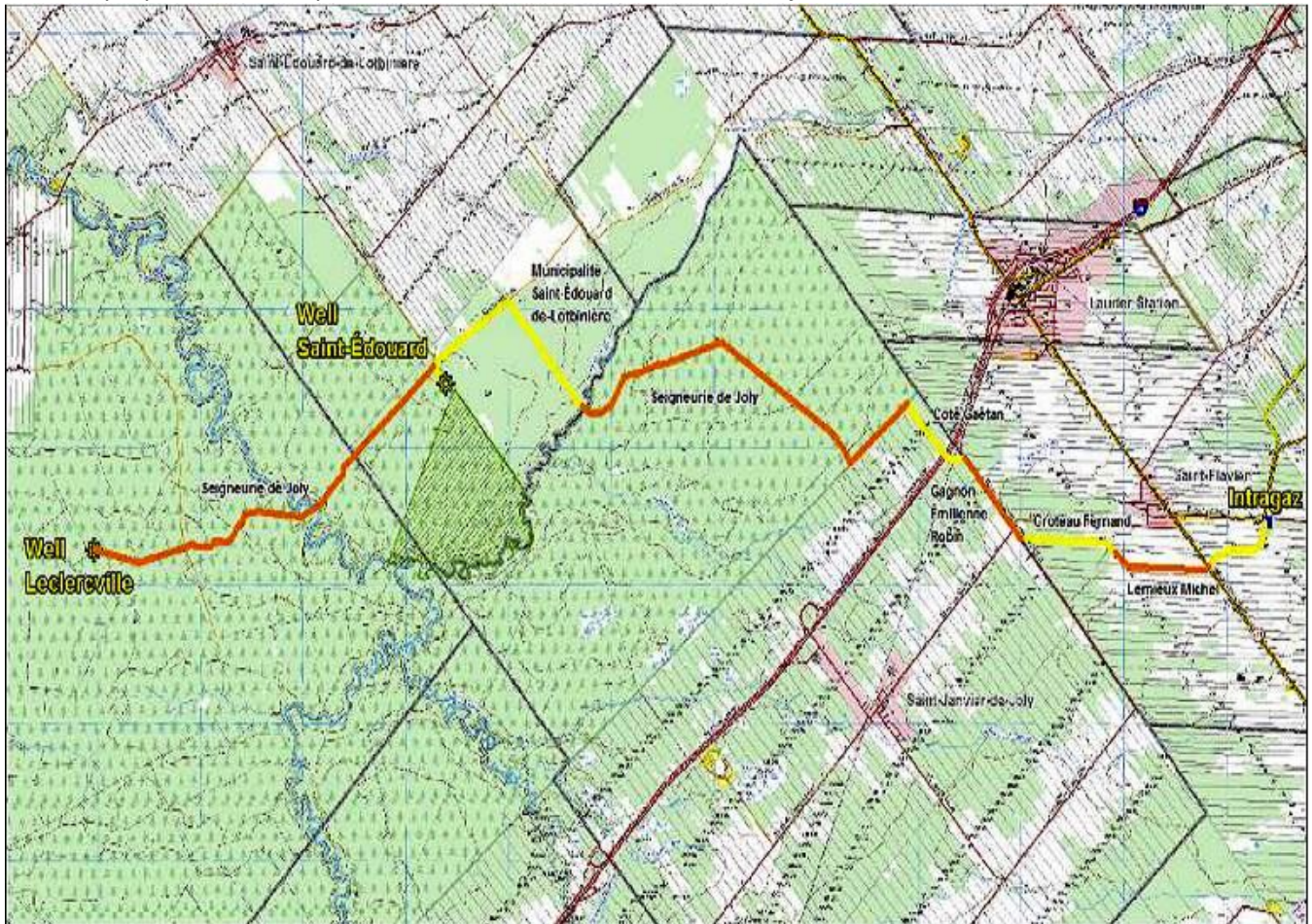
Nous avons au Québec une trentaine de puits de gaz de schiste; la majorité est fracturée. Ces puits ont été implantés sans que la population vivant à proximité soit consultée. Il est évident que la majorité de ces puits ont émis, émettent et émettront des fuites de méthane grandes ou petites tout au long de leur vie. Un problème majeur de l'exploitation des gaz de schiste concerne les fuites importantes de méthane, un gaz hautement inflammable et contributeur du réchauffement climatique. Selon une étude récente d'un chercheur du MIT, monsieur Roland Pellenq, les puits de gaz de schiste laisseraient fuir 9% de méthane. Le mauvais cimentage des puits d'extraction de gaz de schistes est l'une des raisons principales des fuites de méthane. Les puits d'extraction sont généralement cimentés sur l'ensemble de leur profondeur. Or, plus on est profond, plus les conditions de température et de pression s'intensifient (le gradient géothermique moyen est d'environ 30°C/km). A la profondeur où s'effectue la fracturation hydraulique, le ciment n'a plus les mêmes propriétés physiques. En particulier, la porosité des molécules qui constituent le ciment n'est plus la même, ce qui peut permettre au méthane de s'échapper dans l'atmosphère ou encore dans les nappes phréatiques. L'adhésion du ciment au tubage d'une part et à la roche d'autre part laisse des passages micrométriques de l'ordre d'un millième de millimètre. La taille des molécules de méthane est 5000 plus petite que ces passages micrométriques ce qui explique les fuites de méthane. Il y en a eu, il y en a et il y en aura.

L'expérience américaine

Voulant aller voir comment ça se passait en Pennsylvanie, au pays du gaz de schiste, j'ai organisé trois voyages de groupe pour environ 150 citoyens de la Vallée du St-Laurent. Les citoyens déboursaient de leurs poches entre 300 et 500 \$ pour venir constater les dégâts causés par l'industrie du gaz de schiste dans trois comtés de cet État américain. Je vous remets un DVD qui fait le compte rendu du premier voyage effectué en octobre 2011. Vous y verrez des citoyens américains qui décrivent l'état dans lequel ils se trouvent depuis l'arrivée de cette industrie qui a chamboulé le tissu social en Pennsylvanie. Deux autres voyages, un sur la thématique santé et un autre sur la thématique agricole ont aussi été organisés en 2012. Dans chacun de ces voyages les citoyens qui nous accompagnaient revenaient estomaqués de ce qu'ils avaient vu et entendu. Nous y avons rencontré de nombreux scientifiques : géologues, médecins, vétérinaires, psychologues, sociologues et autres spécialistes préoccupés par les effets dévastateurs de l'implantation de cette industrie aux États-Unis. Tous ces scientifiques nous ont mis en garde de ne pas franchir un pas de plus en direction d'une telle implantation au Québec.

Un projet pilote dans ma région : pas une bonne idée

J'habite dans un secteur de la Vallée du St-Laurent qui possède déjà un bon nombre de puits forés et fracturés à Leclercville, St-Édouard et Fortierville. Nous sommes sur le territoire de Talisman Energy. Gaz Metro a déjà dans ses cartons un tracé pour un gazoduc d'une vingtaine de kilomètres pour lequel les ententes sont signés avec les propriétaires occupants et les autorisations de la CPTAQ déjà accordés.



Tracé du gazoduc reliant les puits de Leclercville et de St-Édouard au réseau de Gaz Metro.

La majorité du tracé de ce gazoduc traverse des terres publiques situées dans la Forêt seigneuriale Joly. Selon le témoignage d'un représentant de Gaz Metro lors des audiences du premier BAPE sur le gaz de schiste ce gazoduc aurait la capacité de transporter le gaz produit par environ 80 puits. Il serait tentant d'en faire un projet pilote pour démontrer la faisabilité d'une implantation de l'industrie du gaz de schiste dans un milieu moins habité. Je vois venir cette tentation à grand pas. J'espère que le rapport final du BAPE n'ira pas dans ce sens. Sachez que les citoyens de la Vallée du St-Laurent ne permettront pas que ce projet se réalise. Quand on force un projet qui n'a aucune acceptabilité sociale on entre sur le territoire de la patience sociale exacerbée.

Choisir l'avenir énergétique d'un Québec vert

Le Québec est à l'heure des choix pour son avenir énergétique. Il doit choisir une société tournée vers l'avenir et prendre des mesures pour s'affranchir des hydrocarbures à moyen terme. Il en va de l'avenir de notre planète. Je veux laisser à mes enfants et petits-enfants une planète où il fera bon vivre en santé. Nous sommes dans la mauvaise voie actuellement tant au Québec que dans les pays industrialisés. S'il est une société capable d'effectuer un virage rapide vers une économie verte c'est bien le Québec. Avec notre production et notre

potentiel d'énergie électrique propre et avec la production d'énergies à partir de la biométhanisation, de la biomasse, de la géothermie, du solaire, de l'éolien et toutes les autres formes d'énergies vertes nous pourrions bâtir ici une société qui servirait de modèle aux autres pays. La vraie création d'emplois est là.

Fermer le dossier une fois pour toutes et passer à autre chose

En terminant, j'espère de tous mon être que ce BAPE sera celui qui conclura qu'il n'est pas souhaitable que le Québec s'aventure dans la production de gaz de schiste sur le territoire de la Vallée du St-Laurent. J'espère que vous saurez lire dans le cœur des Québécois et en viendrez à la conclusion qu'il faut passer à autre chose et que les permis de recherche de gaz et de pétrole soient abrogés afin d'enlever cette hypothèque sur nos vie.
